

Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région de Grands Lacs



Construction de la cohésion transfrontalière par la caféiculture ?

Expérience des coopératives de Kalehe (RDC) et de Rutsiro (Rwanda)

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIETE dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Dossier

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Aloys Tegera
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

Comité de rédaction : Aloys Tegera
Jean-Pierre Kabirigi
Léopold Rutinigiwa
Onesphore Sematumba

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250)788 51 35 31
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2014.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Auteurs

Léopold Rutinirwa

Onesphore Sematumba

Nene Morisho Mwana Biringo

Romuald Adili

Aloys Tegera

Tables des matières

Abbreviations	5
1. Introduction générale.....	6
2. La culture du Café au Kivu	8
2.1. Introduction	8
2.2. La production	9
2.3. L'exportation.....	17
2.4. Les exploitations familiales en territoire de Rutshuru : une économie agricole en régression.....	20
2.5. Une lueur d'espoir chez les caféiculteurs : l'expérience de la SOPACDI.....	21
2.5.1. Le café au Buzi- Bulenga, une ressource essentielle	22
2.5.2. Le « fair trade » et ses exigences.....	23
2.5.3. Un marché ouvert mais une offre insignifiante : les défis de la culture de café de spécialité.....	25
3. La culture et la production du café dans la partie occidentale du Rwanda	28
3.1. Introduction	28
3.2. Evolution historique du secteur du café rwandais	29
3.3. Les résultats des réformes du secteur du café rwandais.....	33
3.4. La "Koperative y'Abahinzi ba Kawa ba Mabanza" (KOPAKAMA).....	36
3.5. La COOPAC Gisenyi.....	38
4. Le café comme élément de la cohésion sociale dans la région des Grands Lacs.....	43
5. Conclusion	50
Références Bibliographiques.....	57

Abbreviations

CAPACO	: Café Papaine Commerce
CNDP	: Congrès National pour la Défense du Peuple
COOPAC	: Coopérative pour la promotion des activités du café
RDC	: République Démocratique du Congo
ENRA	: Enzymes Refiners Association
FIDA	: Fonds International pour le Développement de l'Agriculture
IAKB	: Coffee Growers Co-Operative Society
KOPAKAMA	: Coopérative des caféiculteurs de Mabanza
MINECOFIN	: Ministère de l'économie et des finances
NAEB	: National Agricultural Export Board
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OCIR	: Rwanda Coffee Development Authority
ONC	: Office National du Café
SOPACDI	: Solidarité pour la promotion des actions du café et le development intégral
USD	: Dollars américains

1. Introduction générale

La province de l'Ouest au Rwanda et les provinces du Nord et du Sud Kivu à l'est de la RDC ont une longue histoire de la production du café. Elles sont les plus grandes productrices de café dans leurs pays respectifs. Par exemple, la province de l'Ouest avait produit en 2008 plus de 50% de la totalité de la production rwandaise.

Toutefois, pendant que le Rwanda a considérablement augmenté la production du café et amélioré sa qualité durant les 15 dernières années grâce aux efforts et réformes entrepris par son gouvernement, le secteur du café sur le bord du lac Kivu en RDC fait face à des défis importants : prix faibles et leur corollaire, une faible rentabilité financière de la production du café, absence d'appui des caféiculteurs, etc. Ces défis ont conduit à la baisse de plus de 600% des superficies cultivables occupées par le café entre 1998 et 2008. Bien plus, au cours de la même période, le nombre de planteurs avait baissé de 72.228 à 3.946.

L'objectif de ce rapport est tout d'abord d'analyser les dynamiques des secteurs du café en RDC et au Rwanda, plus particulièrement dans les zones situées aux bords du lac Kivu. Le rapport essaie ensuite de montrer comment la coopération transfrontalière entre les responsables des coopératives congolaises et rwandaises et les caféiculteurs, peut contribuer non seulement à revitaliser le secteur du café congolais mais aussi à la consolidation de la paix dans la région.

Cette étude a principalement utilisé des données qualitatives. Ces données ont été collectées en RDC dans les territoires de Masisi et de Kalehe (Bweremana, Shasha, Minova, Nyamasasa, Kiniezire, Mukwija, Tsheya) et au Rwanda dans le district de Rutsiro. Plusieurs interviews et discussions en groupes ont été réalisées à cet effet. Les personnes ressources ont été choisies de par leur responsabilité ou expérience dans le secteur du café. Parmi eux, il y a des cultivateurs de café, un chef de village, des agents de développement rural, des acheteurs du

café, les responsables des coopératives, un agent du service commercial de l'ONC et les responsables des sociétés commerciales. Par ailleurs, l'analyse documentaire a été nécessaire pour la revue de la littérature et pour quelques données quantitatives utilisées dans cette étude.

Ce rapport est subdivisé en cinq sections. Après cette section introductive, la deuxième section se focalise sur le secteur du café à l'Est de la RDC, au bord du lac Kivu. La troisième section présente le secteur du café au Rwanda et se concentre principalement sur les efforts considérables accomplis par ce pays pour accroître la production de café et améliorer sa qualité. La quatrième section analyse la manière dont la coopération transfrontalière dans le secteur du café peut être un facteur de stabilisation régionale. La cinquième section conclut le rapport.

2. La culture du Café au Kivu

2.1. Introduction

Introduite dans les années 1920 par les missionnaires du Cardinal Lavigerie, communément connus sous le nom de « Pères Blancs », la culture du café arabica constitue la plus ancienne culture de base de l'économie des plantations au Kivu. Une économie qui a connu des hauts et des bas selon les conjonctures économiques et les variations des prix sur le marché mais qui dans l'ensemble connaît une montée progressive le lendemain de la crise économique mondiale de 1930.

D'entrée de jeu, l'intérêt des populations locales dans la culture du café arabica et leur production remarquable provoquèrent la peur des colons blancs de voir se concurrencer par les indigènes et demandèrent au gouvernement colonial d'interdire la culture de café aux Noirs.¹

Dans le territoire de Masisi, le café arabica était essentiellement cultivé durant la période coloniale dans la région autour du lac Kivu, à Sake dans le groupement Kamuronza, à Mokoto, Luhonga, Mindi, et Burungu. Il est actuellement cultivé dans le groupement de Muvungyi-Shanga (Bweremana, Kashenda et Shasha).

C'est dans le territoire de Rutshuru que la culture du café arabica a le plus prospéré surtout dans la région de Katale-Biluma et Ngesho. Les champs des caféiers à taille familiale dans la région de Ntamugenga au Gisigari attestent encore aujourd'hui l'intérêt des populations locales

¹ Rapport Annuel sur l'activité de la colonie du Congo belge présenté aux Chambres Législatives au cours de la session 1927 – 1928. Archives Africaines. Bruxelles. Voir aussi, NZABANDORA, J., *Histoire de conserver : évolution des relations socio-économiques et ethno-écologie entre les parcs nationaux du Kivu et les populations avoisinantes (RD Congo)*, Thèse de doctorat en sciences sociales, Université Libre de Bruxelles, p. 124.

Le mwami de la chefferie de Bwisha, Ndeze Daniel, était personnellement propriétaire dans les années 1920 d'une plantation estimée à 250 hectares de café à Katale – Rwangwi.

dans cette culture. Notons l'intensification de la culture du café arabica et robusta à taille familiale dans le territoire de Beni – Lubero dès les années 1960. Il est important de noter que c'est dans le territoire de Beni que la quasi totalité du café robusta est cultivée au Nord-Kivu. On trouve cette variété du café robusta en très petite quantité dans le territoire de Lubero mais elle est quasi inexistante dans le Rutshuru et Masisi. Dans le Sud-Kivu, on le trouve dans les territoires d'Uvira et de Mwenga.

Dans le territoire de Kalehe et une partie de Masisi, au bord du lac Kivu (Minova, Nyamasasa, Kiniezire, Mukwija, Tsheya, Kashenda, Bweremana et Shasha), on trouve des caféiculteurs de la variété arabica regroupés dans des coopératives.

Dans la post-colonisation, et notamment depuis la libéralisation du commerce du café dès 1976, les plantations du café arabica sont passées de leur taille industrielle naguère de l'époque coloniale aux exploitations à taille familiale. Selon le ministère de l'agriculture, les plantations du café à taille industrielle représentaient 72 % en 1960 au niveau national, 14 % en 1987 et seulement 2% en 1996. Cette chute de l'économie des plantations correspond à la montée fulgurante des exploitations familiales qui représentaient 28 % en 1960 au niveau national, 86 % en 1987, et atteignaient 98 % en 1996. La moyenne d'une exploitation familiale au niveau national est estimée à 1 hectare par famille et plus ou moins un demi-hectare dans la région du café arabica au Kivu (World Bank, 2000).

2.2. La production

Les régions productrices du café sont principalement les territoires de Rutshuru, Beni et Lubero, et le bord du lac Kivu en territoire de Kalehe et de Masisi. A part quelques grandes entreprises caféières, le Domaine de Katala dans le Gisigari et Bwito en territoire de Rutshuru, ENRA et CAPACO en territoire de Beni et Tsongo-Kasereka en territoire de Lubero, le café est pour la plupart produit par les petits exploitants dont certains, par exemple dans le Kalehe et Masisi, se regroupent en coopératives des caféiculteurs (SOPACDI, MUUNGANO, AMKA). Cependant, le nombre de planteurs a

sensiblement baissé au cours de la dernière décennie. Pour l'ensemble de la province du Nord-Kivu, entre 1998 et 2008, les planteurs sont passés de 72. 228 à 3. 946. Cette baisse de planteurs correspond à la baisse de la superficie occupée par le café. Cette dernière était estimée à 35. 148 hectares en 1998 et réduite à 5.046 hectares en 2002. La tendance de remplacer le café par d'autres cultures tels que le maïs, le haricot etc...est perceptible au Gisigari parmi les petits exploitants que nous avons visités au mois de novembre 2009, mais aussi ceux au bord du lac dans le Kalehe et Masisi que nous avons visités en juillet 2013. Notons cependant que l'association de la culture du café à d'autres cultures (bananier, haricot, soja, maïs, colocases, etc...) se fait aussi pour fertiliser le sol, réduire les travaux d'entretien, et diversifier les sources de revenus³. Cette diminution progressive du nombre d'exploitants du café et des superficies consacrées à cette culture pourrait s'expliquer par la détérioration des conditions de rentabilité financière dues notamment à la guerre et l'insécurité subséquente, à la baisse du prix, à la maladie appelée trachéomycose ainsi qu'à l'insuffisance ou l'absence totale des structures d'encadrement des paysans par endroits.

La production du café arabica au Kivu a ainsi connu un déclin depuis les années 1990. Elle est passée de 33.084 tonnes (1990) à 17.486 tonnes (1996) (World Bank, 2000). Dans la seule province du Nord-Kivu, entre 1998 et 2008, la production du café a connu une baisse avant de remonter le lendemain de la mise en place du gouvernement de transition en 2004. Cette amélioration dans la production n'a pas beaucoup duré notamment avec l'insécurité et la guerre dans les territoires de Masisi et Rutshuru dès 2005.

² Archives de l'inspection provinciale de l'agriculture.

³ Groupes des discussions avec les caféiculteurs du bord de lac Kivu (Bweremana, Minova, Nyamasasa, et Tsheya), Juillet 2013

**Tableau 1: Production du café au Nord Kivu entre 1998 et 2008
(en tonnes)**

Année	Arabica	Robusta
1998	5 878	2 721
1999	6 572	1 000
2000	5 700	845
2001	662.2	1 655.8
2002	5 700	1 525
2003	2 265	566.2
2004	2 626.4	656.6
2005	1 452.6	1 910
2006	2 948.2	172.1
2007	1 613.6	283
2008	1 556.6	231.8
Total Beni	13 680.6	11 319.9
Total Lubero	8 504.1	206.6
Total Rutshuru	14 789.8	40
Total général ensemble NKivu	36 974.6	11 566.5

Source: Inspection provinciale de l'Agriculture au Nord-Kivu (novembre 2009).

Il ressort de ce tableau que l'unification nationale de juillet 2003 marque un tournant important dans l'augmentation de la production du café au Nord-Kivu malgré une baisse sensible durant la rébellion du CNDP entre 2005 et 2008. Il apparaît aussi dans ce tableau que le territoire de Rutshuru produit 40% du café arabica de la province du Nord-Kivu. Le territoire de Beni vient en seconde position avec 37% et le territoire de Lubero tient la troisième place avec 23% de la production totale de la province du Nord-Kivu. Pour le café robusta, le territoire de Beni vient en tête avec 98% suivi du territoire de Lubero avec 1,7% et enfin le territoire de Rutshuru avec 0.3% de la production totale de la province du Nord-Kivu. Sur ce tableau, le territoire de Masisi ne figure pas parmi les zones de culture du café dans la province du Nord-Kivu. Ceci pourrait se justifier par le fait qu'on n'a considéré que la plupart des anciennes plantations de café ou par ailleurs de thé qui sont aujourd'hui transformées en pâturages pour l'élevage de bovins ou en champs pour les cultures vivrières ; et pourtant au bord du lac Kivu dans le Muvunyi-Shanga, la SOPACDI compte 1.201 membres caféiculteurs répartis dans trois secteurs (Bishange, Bweremana, Kiluku) avec une superficie de 1.791,54

hectares. Le tableau suivant reprend le Masisi comme entité productrice de café mais les données sont disponibles uniquement pour les années 2006 et 2007.

Tableau 2: Statistiques sur la production du café dans la province du Nord Kivu

ENTITES	2006			2007			2008		
	Nbre de planteurs	Superficie en Ha	Production en tonnes	Nbre de planteurs	Superficie en Ha	Production en tonnes	Nbre de planteurs	Superficie en Ha	Production en tonnes
Walikale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rutshuru	13		173 780	9		188 870	12		300
Masisi	12		720	11		120			
Beni	40 920	6 236	7 094	41 422	16 273	10 500	42 105	22 118	6 810
Lubero	5 825	2 419	2 065	6 903	2 400	779	5 556	2 297	600
Nyiragongo	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ville de Goma	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ville de Butembo	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ville de Beni	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total province	46 7770	8 655	183 659	48 345	18 673	200 269	47 673	24 415	7 710

ENTITES	2009			2010			2011			2012		
	Nbre de planteurs	Superficie en Ha	Production en tonne	Nbre de planteurs	Superficie en Ha	Production en tonne	Nbre de planteurs	Superficie en Ha	Production en tonne	Nbre de planteurs	Superficie en Ha	Production en tonne
Walikale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rutshuru	10	315	1 917	12	2831	19846	10	315	1 917	19	3900	18479
Masisi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Beni	32 987	3 519	10 792	42709	21803	14070	32 987	3 519	10 792	NR	12263	7888,5
Lubero	-	-	-	6449	3432	1486	16231	7148	2065	15672	7079	2391
Nyiragongo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ville de Goma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ville de Butembo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ville de Beni	1 560	267	544	1621	526	818	1 528	783	930	NR	NR	NR
Total province	34 557	4 101	13 433	50 791	28 592	36 220	50 756	11 765	15 704	15 691	23 242	28 758,5

Source : Inspection Provinciale de l'Agriculture/Goma, 2013

Les Tableaux 1 et 2 traduisent la difficulté liée au manque de centralisation et de publication des données statistiques qui sont du reste parfois contradictoires entre différents services de l'Etat voire au sein d'un même service.

Contrairement au Tableau 1, le deuxième renseigne sur le nombre des planteurs dans la province du Nord-Kivu et montre qu'avec moins de planteurs, le territoire de Rutshuru produit la plus grande quantité de café au moment où le territoire de Beni qui possède le plus grand nombre de producteurs a une faible production. Une des explications serait que le territoire de Rutshuru conserve toujours les grandes concessions de café issues de l'époque coloniale tel le domaine de Katale. Ceci dit, il est clair qu'il y a nettement un manque d'encadrement des producteurs du café dans le territoire de Beni et ailleurs.

Tableau 3: Statistiques de production du café dans la province du Sud Kivu

Années	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
CAFÉ ARABICA																
Secteur traditionnel																
1	Nbre des ménages agricoles	22568	25.132	26.785	27.399	22.182	19.407	23.081	22.110	19.813	11.962	22.532	21.070	26.285	26.588	27.444
2	Superficie en rapport (Has)	8592	7.478	7.526	9760	10.156	12.130	10.646	10.982	11.036	4346	10.684	8.169	8.258	7.733	16.704
3	Superficie non en rapport (Has)	133	1.121	1.397	-	-	505	302	306	4	507	382	384	382	-	538
4	Production total en tonnes	4.303	3.532	3.359	3.666	5.197	5.761	5.226	5.752	5.643	2.591	4.898	3.436	3.129	3.309	4.989
5	Production commercialisée en tonnes	3.452	3.224	3.100	3.262	5.126	5.448	5.035	5.559	5.449	2.548	4.229	2.805	2.283	-	3.928
6	Rendement moyen/Ha	500	472	446	376	512	475	491	524	511	596	458	421	-	-	466
7	Prix moyen en production FC/Kg	NR	NR	NR	-	-	500	400	400	400	450	500	550	940	-	1.220
Secteur moderne																
CAFÉ ROBUSTA																
Secteur moderne																
1	Nbre des ménages agricoles	54	50	50								5	10	NR		
2	Superficie en rapport (Has)	2.636	2.256	2.236								397	1.233	NR		
3	Superficie non en rapport (Has)	26,5	11	14								NR	NR	NR		
4	Production total en tonnes	1.093	246	316								119	NR	NR		
5	Production commercialisée en tonnes	1.030	NR	NR								-	-	--		
6	Rendement moyen/Ha	414	108	141								-	-	-		
7	Prix moyen en production FC/Kg	NR	NR	NR								NR	NR	NR		
Secteur traditionnel																
1	Nbre des ménages agricoles	255	255	4.170	360	94	91	91	4.232	4.192	45	6.083	1.944	1.336	6.475	2.376
2	Superficie en rapport (Has)	88	88	1.807	360	70	47	47	1.825	2.703	24	1.927	264	230	1.146	349
3	Superficie non en rapport (Has)	NR	NR	NR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	NR	-	-
4	Production total en tonnes	18	18	4,35	38	21	9	9	5	35	14	978	160	136	591	150
5	Production commercialisée en tonnes	-	3	2	2	17	-	-	-	30	14	967	97	134	-	126
6	Rendement moyen/Ha	200	200	150	106	300	192	192	-	507	583	507	606	-	-	430
7	Prix moyen en production FC/Kg	-	-	-	-	-	-	-	-	200	-	-	-	900	-	1500
Secteur moderne																

Source : Inspection Provinciale de l'Agriculture/Bukavu, 2013

Ce tableau montre que le nombre de ménages agricoles a augmenté car, pour le café arabica, ils étaient 22.568 ménages en 1998 contre 27.444 ménages en 2012. Pour le café robusta ils étaient 255 ménages en 1998 et 1999 pour passer à 2.376 ménages en 2012 après avoir atteint son pic en 2008 avec 6.083 ménages. Si on considère que la moyenne d'une plantation familiale est de 1 hectare par ménage agricole, la réalité est autre, selon ce tableau, car le nombre des ménages est de loin supérieur aux espaces exploités. Ce qui veut dire qu'au Sud-Kivu, il y a un engouement de la population à cultiver le café mais il se pose un problème d'espace.

Pole Institute a effectué une mission en territoire de Rutshuru au mois de novembre 2009 pour visiter les coopératives productrices du café ainsi que les exploitations familiales de Ntamugenga dans le groupement de Gisigari. A voir les caféiers de cette zone, sa verdure,



Un champ de caféiers à Ntamugenga / Rutshuru, photo Pole Institute

et les cerises portées par chaque caféier, le territoire de Rutshuru a effectivement un grand potentiel pour la culture du café arabica. Etienne Nsanzabera, âgé de 24 ans, est propriétaire d'une exploitation familiale de 700 pieds de caféiers. Au mois de septembre 2009, il a récolté 200 kg du café vert. Malheureusement, à défaut d'une station de lavage pour ces exploitations familiales, le dépulpage se fait par des machines vétustes en bois localement construites ou carrément en pilant dans les mortiers. Ceci diminue

non seulement la qualité de la production mais aussi son prix à la vente. Nous reviendrons sur cet aspect plus tard.

La production du café a aussi connu une réelle baisse dans l'ensemble de la province du Nord-Kivu dû essentiellement à la maladie Trachéomycose qui a ravagé la variété du café robusta dans le territoire de Beni – Lubero. En territoire de Rutshuru, c'est plutôt l'absence des produits de traitement accessibles aux exploitants et la prolifération d'insectes subséquents qui ont affecté sensiblement la production du café arabica. Les guerres récurrentes durant les quinze dernières années qui ont forcé les paysans à abandonner leurs exploitations et à se replier dans les camps des déplacés internes ont aussi contribué à la baisse de la production du café. Il faut aussi ajouter à cela la transformation des unités de production et de conservation en bases militaires⁴.

Le café étant une culture pérenne, les deux modes d'accès à la terre restent l'héritage et l'achat. La culture du café requiert une main d'œuvre importante étant donné qu'elle exige plusieurs travaux (défrichage, labour, traçage des lignes, creusage des trous, semis, pliage, récolte, dépulpage, lavage, séchage et stockage). Ceci explique en partie le désintérêt voire l'abandon des caféiculteurs en cas de non rendement suite à la chute du prix du marché, de la maladie des plantes ou de l'insécurité.

2.3. L'exportation

Parmi les produits agricoles, le café représentait pour l'ensemble du pays 75 % de revenus d'exportations entre 1991 et 1996 et une source importante des devises dans un contexte où le secteur minier avait entamé sa chute libre (World Bank, 2000).

L'inflation galopante de la monnaie congolaise a énormément contribué à faire de la culture du café une culture de stabilité économique, assurant les devises régulières aux producteurs ruraux

⁴ A Goma, le dépôt du domaine de Katala a été transformé en base de la Monusco, certaines installations de l'usine de Katala en base de la FADRC puis de la MONUSCO et l'usine CAPACO à Beni en base de la MONUSCO.

dans un contexte d'absence totale du système bancaire, d'infrastructures et de communication. Le café fut pour les exploitants paysans de Rutshuru, Kalehe, Beni et Lubero ce que l'élevage de bovins était pour ceux du territoire de Masisi. Les producteurs de la variété robusta qui peut se stocker pendant une longue période sans se détériorer en qualité utilisaient leurs réserves comme une « épargne - maison » stable à écouler selon les besoins du moment tel par exemple les frais scolaires des enfants, les soins médicaux ou autres dépenses nécessaires.

Le prix du café sur les marchés des pays limitrophes du Congo a toujours été une incitation de la part des exploitants congolais de passer leur production du café en fraude pour la vendre au plus offrant dans les pays voisins. A part le fait que la taxe à l'exportation du café vert est élevée au Congo (11 à 17 %), les pays voisins soucieux d'encourager les exportations en réduisant la taxe à l'exportation à un niveau bas, ont su attirer les exploitants congolais à prendre les risques en vendant ou en exportant leur café à partir des pays voisins. Par exemple, les caféiculteurs de la rive ouest du lac Kivu vendaient jusque récemment la quasi totalité de leur production au Rwanda et ceci malgré les multiples noyades de certains parmi eux dans un lac Kivu si souvent déchaîné.

Actuellement, le prix du café sur le marché mondial est en baisse et naturellement ceci a un impact sur le marché local. Dans le Kalehe au bord du lac Kivu, un kilogramme de café parche varie entre 0.7 et 0.9\$ US sur le marché local. Selon les caféiculteurs de Nyamasasa que Pole Institute a visité en juillet 2013, « la baisse du prix risque d'influer sur la production, voire conduire à l'abandon de la culture du café au bord du lac Kivu ». L'instabilité du prix fait qu'il y ait des stocks non vendus et de surcroît mal conservés. A ceci, il faut ajouter les tracasseries policières et la multitude des taxes qui inciteraient à la contrebande.

L'Union Européenne est la principale destination des exportations du café congolais. Bien que les registres d'exportation montrent en ordre descendant la Belgique, la Suisse, l'Allemagne et l'Angleterre comme les principaux pays de destination des exportations du café congolais, cependant, selon les statistiques de Fédération

Européenne du café, l'Italie s'est taillée une place importante parmi les importateurs du café congolais. Ceci serait expliqué par le fait que la localisation du domicile de l'acheteur ne reflète pas nécessairement la destination finale des exportations du café congolais. Les Etats-Unis d'Amérique figurent aussi parmi les importateurs du café congolais. Les Tableaux 4 et 5 donnent une idée sur les statistiques des exportations du café des provinces du Sud et Nord Kivu.

Tableau 4: Statistiques des exportations de la province du Sud Kivu

Année	Nombre / Sacs	Poids net	Type
2008	-	-	Robusta
	11.260	675.600kg	Arabica
2009	-	-	Robusta
	7.930	475.800kg	Arabica
2010	-	-	Robusta
	10.580	634.800kg	Arabica
2011	960	57.600kg	Robusta
	7.380	442.800kg	Arabica
2012	-	-	Robusta
	12.800	768.000kg	Arabica

Source : Service commercial ONC/Bukavu, 2013

Tableau 5: Statistiques des exportations au Nord Kivu

Année	Nombre/ sacs	Poids net	Type
2008	8.450	507.000 kg	Arabica
2009	15.572	934.320 kg	Arabica
2010	27.548	1.652.880 kg	Arabica
2011	30.060	1.803.600 kg	Arabica
2012	41.446	2.486.760 kg	Arabica

Source: Service commercial ONC/Goma, 2013

Une analyse comparative de ces deux tableaux des exportations et les autres tableaux de la production par province (Tableaux n°1, n°2 et n°3), montre que la production est de loin supérieure par rapport

aux exportations⁵. La justification serait tout simplement que la grande partie de la production dans les deux provinces emprunte les voies de la fraude par ailleurs confirmées par les exploitants familiaux que nous avons visités à Rutshuru en novembre 2009 et à Kalehe en juillet 2013. Il apparaît aussi que le Nord-Kivu exporte plus que le Sud-Kivu. Nonobstant les faits constatés, il faut signaler que la grande partie de la production des planteurs du territoire de Kalehe est acheminée dans la ville la plus proche à savoir : Goma, qui constitue la principale voie de sortie de cette denrée. Quant à l'évolution des exportations, les deux tableaux ci-dessus montrent une croissance évolutive si on considère les statistiques des années 2010 à 2012.

2.4. Les exploitations familiales en territoire de Rutshuru : une économie agricole en régression.

En novembre 2009, une équipe de Pole Institute a visité les exploitations familiales du café de Kibirizi et de Ntamugenga en territoire de Rutshuru. Regroupées en coopératives, l'Association des femmes commerçantes et vendeuses des produits vivriers, (AFECOVIBI) composée de 60 personnes, et l'Association des jeunes agriculteurs du café et reboisement, (AJACAR) comportant 45 personnes, sont les principales coopératives de Kibirizi. Chaque ménage a en moyenne mille pieds de caféier. L'encadrement de ces exploitations, en intrants, en pépinières, en régulation de la qualité et du prix, prérogatives de l'Office National du Café (ONC), est quasiment inexistant. Ces exploitants, abandonnés à eux-mêmes, se débrouillent tant bien que mal. Leur production par exploitation estimée entre 200 et 250 kg en septembre 2009 et 100 à 125 kg en avril 2010 était vendue à un prix modique entre 0,5 et 1 USD par kg. Les commerçants intermédiaires en provenance de Butembo ou de Goma fixent eux-mêmes le prix en fonction de la qualité du café. Etant donné l'absence de machines appropriées au dépulpage et remplacées par des outils fabriqués localement ou par des mortiers, il est impossible dans ces conditions d'avoir du café vert de bonne

⁵ Selon MWENGEHERWA MICHEL, Coordonnateur de la Sté Nyiragongo, à l'usage il faut 100kg de parche pour produire 60kg de café marchand. Les sacs exportés sont de 60kg qui font 19.200 kg par lot à exporter.

qualité. Ceci explique en partie le prix au rabais que ces exploitants familiaux reçoivent.

Les exploitations familiales de Ntamugenga sont dans la même situation que celles de Kibirizi. Regroupées au sein de l'Action pour le développement communautaire (ADECOS avec 66 membres), le Groupe d'étude/action et commerce des indigents pour le développement (GEACID avec 80 membres), et l'Association des agriculteurs et éleveurs (ASAGEL avec 200 membres), ces exploitations représentent une moyenne de 1.650 pieds de caféiers par exploitant. Leur production estimée entre 200 kg en septembre 2009 et 100 kg en avril 2010 était vendue au prix de 1 USD par kg. Les acheteurs sont principalement les Ougandais et les Rwandais et le reste de la production est vendue aux commerçants intermédiaires de Goma via le centre de négoce de Rubare. Malgré leur proximité géographique aux plantations du domaine de Katale, relativement bien équipé, ces exploitations sont aussi bien abandonnées à elles-mêmes. Une station de lavage, appartenant à feu Rwakabuba, un fils du terroir, a fermé ses portes et les outils de fabrication locale ou des mortiers servent au dépulpage.

Le domaine de Katale est le seul à fonctionner dans des conditions viables: il a une station de lavage pour ses propres produits et depuis quelques années, il est en train d'introduire de nouvelles plantes du café importées du Brésil. Il compte ainsi produire dans un avenir proche du café de type « Brasilia », version Nord-Kivu.

2.5. Une lueur d'espoir chez les caféiculteurs : l'expérience de la SOPACDI

L'histoire de la Solidarité pour la Promotion des Actions Café et Développement Intégral (SOPACDI), une coopérative regroupant 5.207 caféiculteurs des groupements de Muvunyi-Shanga et Buzi-Bulenga en territoire de Kalehe au Sud Kivu, pourrait se lire comme le résultat de la confiance entre deux hommes, deux condisciples de l'Institut Technique Agricole (I.T.A) de Mweso qui se retrouvent une dizaine d'années plus tard, en 2003. Joachim Mahemu, devenu infirmier entre-temps, rongea son frein à Minova, petite bourgade

de Kalehe, en assistant impuissant à la chute irréversible du secteur du café, entraînant celle de toute l'économie locale. Son ami, Emmanuel Rwakareke, quant à lui, installé au Rwanda à la suite des conflits ethniques qui y ont déversé une importante partie des Tutsi du Nord et du Sud Kivu au début des années 1990, prospère dans le café. Responsable d'une coopérative rwandaise (COOPAC) Emmanuel parle de ce secteur avec son ami des bancs de l'école, lui tend la main pour le tirer vers le haut, vers les pratiques modernes dans la filière. Le Congolais joue le jeu et depuis lors, les destins de Joachim et d'Emmanuel semblent liés, tout comme ceux de la SOPACDI, l'association créée par le premier et la COOPAC, la coopérative présidée par le second. Ainsi, la SOPACDI (RDC) recourt aux laboratoires de la COOPAC (Rwanda) pour ses analyses; et la construction de sa nouvelle station de lavage de Tsheya avec le financement de la coopération britannique (50.000 €) a eu la COOPAC comme maître d'œuvre.

2.5.1. Le café au Buzi- Bulenga, une ressource essentielle

« Auparavant toutes les activités de la famille étaient liées au café. Les grandes cérémonies et les fêtes (dots, mariages, etc.) coïncidaient généralement avec la période de vente de café. Les revenus de cette culture permettaient également aux parents de faire face aux dépenses sociales comme la scolarité des enfants. Ainsi, mon grand-frère et moi avons étudié grâce aux 1.000 caféiers de mon père » ainsi s'exprime Joachim Mahemu, lorsque nous lui rendons visite dans son fief de Minova, avant de l'accompagner sur le terrain, à la découverte des plantations de café, de la pépinière, des entrepôts et de la station de lavage de SOPACDI. « Par la suite, poursuit-il, les prix ont fortement baissé sur le marché, la pauvreté, la misère, se sont installées ici ». Les caféiculteurs du bord du lac Kivu dans le territoire de Kalehe mesurent leur fortune ou infortune à la quantité du café qu'ils vendent pour se procurer les tôles pour couvrir leurs maisons. Avant 1994, un sac de café de 100kg vendu en contrebande au

Rwanda, équivalait à 12 tôles de la qualité BG 28. Aujourd'hui, 100 kg de café parche équivalent à 7 tôles BG 28.⁶

La relance de cette culture reste toujours une nécessité et les retrouvailles entre les deux amis ont apporté une petite bouffée d'oxygène dans une économie locale qui non seulement se mourait littéralement mais aussi très vulnérable à la fluctuation des prix sur le marché international.

La revitalisation du secteur café au bord du lac Kivu dans le territoire de Kalehe est devenue effective à partir du moment où la COOPAC ouvre la SOPACDI au café de spécialité, à travers une série de formations auxquelles Emmanuel a associé Joachim à participer entre 2003 et 2004 à Kigali et à Kampala. Ces séminaires permettront au Congolais de prendre conscience que la chute du prix du café n'est pas une fatalité et que les producteurs en étaient les premiers responsables. En effet, le café local n'était pas bien entretenu; il n'était pas conforme aux exigences internationales des consommateurs. Le prix étant toujours proportionnel à la qualité, la baisse de prix d'un café produit dans ces conditions était inévitable, alors que celui d'un bon café est toujours stable, avec une tendance vers la hausse.

2.5.2. Le « fair trade » et ses exigences

En 2005, les premiers échantillons du café de Buzi, territoire de Kalehe, sont envoyés à des maisons spécialisées aux Etats-Unis et en Angleterre. Les échantillons sont jugés probants, la bonne qualité du café congolais est reconnue et, la même année une société britannique nommée TWIN envoie une délégation sur terrain au Buzi. Un contrat de fourniture de 10 tonnes de café vert « Full Washed » est signé entre SOPACDI et TWIN qui verse anticipativement 20% pour le paiement des frais d'exportation. Cependant le contrat a été négocié au rabais parce que le produit – le café congolais- n'est pas reconnu sur le marché international ; c'est un café non certifié dans le cadre du commerce équitable, le « fair trade ».

⁶ Groupe des discussions avec les caféiculteurs de Minova et Mukwidja, du 4 au 12 juillet 2013.

Pour intégrer le commerce équitable (« fair trade »), l'association doit en effet remplir un certain nombre de critères : l'origine du produit doit être certifiée, les conditions de production doivent être acceptables, les droits des travailleurs respectés, l'incidence de la production sur l'environnement maîtrisée, etc. L'éligibilité au « fair trade » permet, entre autres avantages, d'éviter les intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs et d'engranger des bénéfices substantiels. En plus, une ristourne de 10% est accordée aux producteurs par la société partenaire pour la construction des infrastructures d'intérêt général. Si de surcroît, les producteurs obtiennent un certificat « bio » pour la production d'un café naturel, la marge bénéficiaire est plus importante. En 2009, le prix à la tonne du café SOPACDI sur le marché de Londres était de 3 360\$ contre 4 000\$ et 4 500\$ respectivement pour le café « fair trade » et le café certifié bio. A ses débuts, la SOPACDI éprouvait des difficultés à obtenir la certification fair trade pour des raisons essentiellement



L'ancienne station de lavage non écologique, photo Pole Institute

écologiques : sa station de lavage était à 20 mètres du lac Kivu où se déversait l'eau résiduelle. Il lui fallait la construction d'une nouvelle



La nouvelle station de lavage écologique, photo Pole Institute

station, munie des sous-stations de dépulpage, plus à l'intérieur des terres, loin du lac Kivu. Les travaux, financés par la coopération

britannique et exécutés par le partenaire stratégique rwandais, la COOPAC, avaient commencé en novembre 2009 et aujourd'hui la station est opérationnelle.

Depuis 2011, la SOPACDI a obtenu son certificat « fair trade » et un certificat bio en 2012, et le nombre de ses membres a considérablement augmenté. Ils étaient au nombre de 5.207 en juillet 2013 dont 3.601 membres couverts par les certificats « fair trade » et bio et 1.606 membres dont le processus de certification est en cours.

L'expérience de la SOPACDI et son ouverture non seulement à la production du café de spécialité mais aussi à l'exportation de ses produits au marché international, sont à la base de l'apparition d'autres coopératives. En 2009, la coopérative Muungano a été créée et compte aujourd'hui 3.000 petits planteurs. Sous l'impulsion d'un ancien partenaire de la SOPACDI, COMEQUI asbl, une autre cooperative, Amka, a été initiée en 2011 et compte 1.300 membres. Une compétition réelle est visible sur le terrain entre ces coopératives et les qualités d'organisation, de gestion et de transparence sont mises en avant pour attirer les producteurs qui vendent leurs produits à celle qui offre le meilleur prix.

2.5.3. Un marché ouvert mais une offre insignifiante : les défis de la culture de café de spécialité

Parmi les facteurs qui limitent la production du café de qualité par la SOPACDI et les autres coopératives, nous pouvons citer:

- *La pauvreté des producteurs locaux*

Les coopératives n'ont pas de moyen de transport (camion ou camionnette) et recourent à la location auprès des particuliers. En plus, dans un contexte de conflit, la pauvreté est extrême et les producteurs manquent de matériel (sécateur, houe en demi-lune, scies); ils utilisent la machette, moins coûteuse mais guère appropriée.

Le non-accès au crédit à des taux d'intérêt raisonnables et les taxes constituent d'autres obstacles. Le système bancaire en RDC est soit embryonnaire soit inexistant comme dans les milieux ruraux et il pratique, là où il existe, des taux d'intérêts prohibitifs. Quant aux taxes à l'exportation, elles s'élèvent officiellement à 6% mais les frais réellement payés varient entre 9 et 13% ! Naturellement des taxes aussi élevées poussent les exportateurs à passer une grosse partie de leurs produits en fraude.

- *Le faible niveau d'encadrement des producteurs*

Les producteurs souffrent du non encadrement par les services spécialisés capables de transmettre et de vulgariser des techniques agricoles modernes pour un café de spécialité. Ils manquent de matériels et intrants agricoles et plus souvent les maladies et insectes ravageurs déciment leurs plantes.

- *L'insuffisance des tables de séchage :*



Tables de séchage, photo Pole Institute

Les tables de séchage dont le coût est de 500\$ US l'unité sont insuffisantes et les besoins restent énormes. Une table permet de traiter 1,5T de café de qualité par trimestre.

- *La forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur*

Au stade actuel, la SOPACDI dépend en grande partie des appuis extérieurs obtenus grâce aux ouvertures facilitées par la COOPAC, plus ancienne sur ce terrain. C'est ainsi que la même organisation

belge COMEQUI qui avait permis l'achat des premières tables de séchage avait aussi financé une pépinière de 40 000 plants (avec prise en charge totale, y compris le salaire de l'agronome) à Nyangoma dans la plantation Don Bosco. La coopération britannique, pour sa part, avait consenti un appui institutionnel pour la construction d'un bureau, le recrutement de deux agents (un comptable et un secrétaire) et la connexion à l'Internet pour un accès aisé à l'information.

Cette étape devrait être transitoire, juste le temps qu'il faut pour permettre à cette coopérative, qui constitue une véritable « poche d'efficacité » pour le renforcement de l'économie locale, d'intégrer complètement le circuit économique du café au niveau mondial et d'accéder à toutes les facilités offertes aux acteurs performants dans ce secteur. Mais cela passe par le renforcement du climat de sécurité et de confiance qui se remet en place au niveau régional et à la mise en place d'un cadre véritablement propice aux affaires au niveau de la RDC pour que les entrepreneurs soient à la fois attractifs et compétitifs. Pour y arriver, la confiance des deux anciens élèves de Mweso et la solidité de leurs liens par-dessus les frontières ne suffisent pas!

Après une description et analyse détaillées du secteur café dans les provinces du Sud et Nord Kivus, nous passons en revue, dans la section suivante, la situation de la culture du café au Rwanda, en particulier dans la province de l'Ouest, frontalière avec les territoires congolais producteurs du café, situés aux bords du lac Kivu.

3. La culture et la production du café dans la partie occidentale du Rwanda

3.1. Introduction

L'économie rwandaise reste dominée par le secteur agricole malgré les efforts menés par le gouvernement d'accroître le poids du secteur tertiaire. Selon un rapport du MINECOFIN (2012), 87.3% de la main-d'œuvre nationale est employée dans l'agriculture alors que les secteurs de l'industrie et des services emploient seulement 2.6% et 10.1% de la main-d'œuvre, respectivement. Cependant, la contribution de l'agriculture au PIB Rwanda reste faible comparée à celle des services. Elle était estimée à 36% contre 44% pour les services et 14% pour l'industrie.

Le secteur agricole rwandais est principalement dominé par le café et le thé. En 2009, le café et le thé ont représenté environ 45% des recettes totales d'exportation avec respectivement 47,1 millions et 39,8 millions de chiffre d'affaires. Plusieurs études ont démontré que l'exportation du café contribue de manière significative aux recettes fiscales du Rwanda et génère des revenus importants pour environ 500.000 agriculteurs, même si elle ne couvre que 6,3% des surfaces cultivées (Gisaro et al, 2013). Au Rwanda, la production du café est principalement une question des petits exploitants. Environ 392 000 petits planteurs sont impliqués dans la production de ce produit sur une superficie totale de 28 800 ha, avec seulement 180 tiges de café en moyenne par agriculteur (FIDA, 2011).

Compte tenu de l'objectif de cette étude, notre analyse se focalisera principalement sur le café produit dans la province occidentale du Rwanda, en particulier le district de Rutsiro, qui est supposé avoir une longue histoire d'échanges commerciaux du café avec les territoires congolais situés au bord du lac Kivu. La province de l'Ouest est l'une des plus grandes productrices du café au Rwanda. Les statistiques montrent par exemple que cette province a le plus grand nombre de caféiers et de plantations de café. Elle a également la plus importante zone de la superficie plantée. Le tableau 6 montre par exemple qu'en 2009, plus de 32% de caféiers et 36% des

plantations de café étaient situés dans la province de l'Ouest (Ocir Café, 2009).

Tableau 6: Cafés et plantations par province

Province	Nombre Total des cafés	Nombre des plantations de café	Superficie (2500tiges/Ha)
Est	16,390,327	51,141	6,556
Nord	8,846,393	58,858	3,539
Ouest	23,073,520	143,150	9,229
Sud	22,425,292	133,781	8,970
Kigali city	1,328,380	7,277	531
	72,063,912	394,207	28,826

Source: Ocir Café (2009)

En termes de production de café, la province de l'Ouest vient également à la première place avec plus de 50% de la production nationale du café. Cependant, la production de cette province est principalement réalisée par les seuls districts de Nyamasheke et Rustiro, situés à la frontière avec la RDC, qui représentent ensemble plus de 75% de la production provinciale et environ 38% de la production nationale.

Le but de cette section est d'abord de donner un aperçu sur l'évolution du secteur du café au Rwanda, et en particulier dans sa province occidentale, avant d'analyser les résultats des réformes entreprises par le gouvernement rwandais pour moderniser ce secteur. Enfin, deux études de cas (KOPAKAMA et COOPAC) seront présentées pour démontrer le succès du secteur du café rwandais.

3.2. Evolution historique du secteur du café rwandais

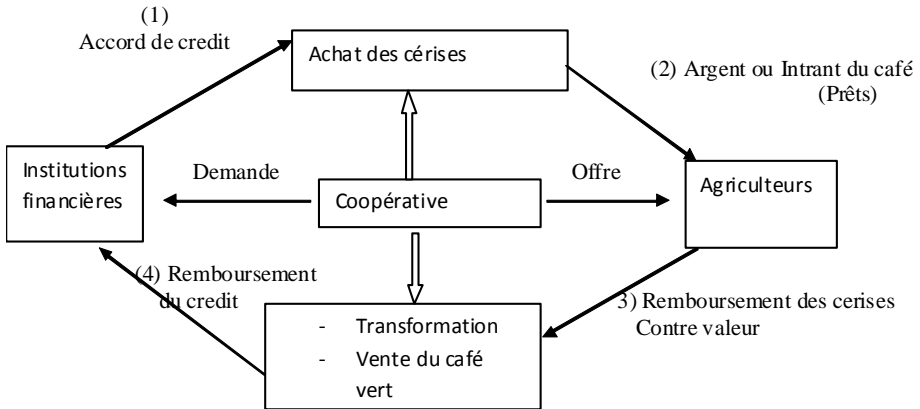
La culture du café a été introduite au Rwanda en 1904 par des missionnaires Allemands. Le produit a été exporté pour la première fois en 1917 et est rapidement devenu une source importante de revenus pour ce pays. En raison de l'importance du produit dans l'économie nationale, les colons ont décidé en 1933 de rendre la culture du café obligatoire et en 1963, après l'indépendance, le nouveau gouvernement déclara illégal le déracinement d'un caféier. Pour réglementer et contrôler le secteur du café, le gouvernement

rwandais avait créé en 1964 l'OCIR-Café. Cette institution était chargée de soutenir l'industrie du café, à travers laquelle il distribuait des plants, des engrais chimiques et des produits phytosanitaires (FIDA, 2011).

Cependant, l'OCIR-Café n'avait pas contribué à améliorer la qualité du café rwandais. La qualité médiocre de ce café était principalement due à l'absence de connaissances des techniques de traitement, absence d'incitation récompensant la qualité, le manque des stations de depulpage, le manque des matériels adéquats, etc. La qualité médiocre et la baisse des prix qui va avec, avaient conduit à une chute de la production de 39 600 tonnes en 1990 à 14.800 tonnes en 1997. La superficie cultivée était passée de 52 774 ha avec des rendements de 764 kg / ha en 1991 à 28 314 ha en baisse avec un rendement de l'ordre de 497 kg / ha.

Pour surmonter les défis rencontrés par le secteur du café, le gouvernement avait lancé en 1995 des politiques de libéralisation importantes. Des mesures telles le retrait de l'OCIR- Café des activités commerciales, la détermination du prix par le marché, la libre entrée des entreprises exportatrices dans le secteur de l'exportation, la privatisation des stations de lavage de café et des entrepôts de l'État, avaient été prises par le gouvernement. Ces mesures ont transformé le fonctionnement de la filière café. Un modèle élaboré par Gisaro (2013) donne une idée claire sur la façon dont le secteur actuel du café fonctionne au Rwanda. Ce modèle montre que le cycle commence par des emprunts contractés par les coopératives auprès des institutions financières pour financer l'achat du café aux producteurs locaux (flèche 1). L'argent obtenu auprès des banques est ensuite utilisé pour acheter des cerises (intrants du café) aux agriculteurs (flèche 2). Par la suite, les cerises sont transformées dans les stations de lavage par les coopératives (flèche 3). A la fin de ce processus, le café vert est obtenu. C'est ce produit qui est exporté. Les revenus générés par les exportations sont utilisés pour le remboursement des emprunts contractés par les coopératives au début du processus (flèche 4).

Figure 1: Fonctionnement du secteur du café rwandais



Source: Gisaro (2013)

En 2002, une stratégie nationale de café a été lancée et visait à augmenter le nombre de stations de lavage et prévoyait une croissance de la production du café de spécialité de 7, 2% par an entre 2000 et 2010. Depuis 1988, les agriculteurs sont encouragés par le gouvernement rwandais à fonctionner dans des coopératives et à construire des stations de lavage du café. Ces stations permettent aux agriculteurs de produire le café “fully washed”. Ce café est de bonne qualité, très apprécié sur le marché international, et garantit des prix élevés et par conséquent des meilleurs revenus pour les agriculteurs. (Gisaro et al, 2013). En moins de 10 ans, la production du café “fully washed” a été multiplié par 100 et les revenus générés pour le Rwanda par ce type de café étaient en 2009 environ 130 fois supérieurs à ceux de 2002.

Tableau 7: L'évolution de quelques indicateurs du café de spécialité

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Tones de café vert de spécialité exportés	30	300	800	1200	3000	2300	2455	3045
Nombre des acheteurs du café de spécialité	2	8	16	25	30	30	-	-
Valeur totale du café de spécialité exporté (\$1000)	90	720	1850	3168	8000	7800	8060	11600

Source: Boudreaux, 2011

Le café “fully washed” est aussi appelé le café de spécialité. C'est un café de haute qualité conforme aux normes requises par le marché international. Un rapport du FIDA (2011) a défini un café de spécialité comme un café qui n'a pas de défauts et qui a un goût et une saveur distinctifs dans la tasse. Un café de spécialité exige non seulement le climat approprié et une bonne altitude, mais requiert aussi de bonnes pratiques dans la culture et la récolte. Étant donné qu'une grande partie du café rwandais (80%) pousse en haute altitude, l'adoption des techniques modernes de culture et de récolte ont permis au pays d'obtenir rapidement les différentes certifications requises par le marché international. Ce rapport soutient que le café est qualifié "café de spécialité" si il est conforme aux trois normes principales (caractéristiques): commerce équitable, agriculture biologique, « Rainforest Alliance ».

Premièrement, la certification « commerce équitable » est donnée par la Fairtrade Labelling Organisation (FLO), créée en 1997. Il assure un prix juste pour un produit quand il répond à certaines exigences, telles que :

- Payer aux producteurs un prix qui couvre les coûts de production et de logement durable ;
- Payer une prime pour que les producteurs puissent investir dans le développement
- Faire un pré-paiement partiel lorsque les producteurs le demandent ;
- Signer des contrats à long terme qui permettent une meilleure planification et encouragent les pratiques de production durables.

Deuxièmement, la certification « Rainforest Alliance » vise à améliorer les pratiques agricoles qui devraient bénéficier aux communautés locales, aux travailleurs, aux consommateurs et à la faune. La certification « Rainforest Alliance » autorise une utilisation limitée et strictement contrôlée de produits agro-chimiques et se concentre sur deux secteurs essentiels: la conservation de la faune et le bien-être des travailleurs.

Les agriculteurs qui ont cette certification ont un meilleur accès à des acheteurs spécialisés, la stabilité du marché, les options favorables de crédit, la publicité, l'assistance technique et un accès facile aux les

marchés spécialisés. Ils reçoivent également des prix plus élevés pour leurs produits.

Troisièmement, la certification du café biologique reconnaît le fait que le café est produit dans les sols où les produits tels que les engrais synthétiques, les herbicides, les pesticides, les régulateurs de croissance, le DDT, les fongicides, etc. ne sont pas utilisés pendant une période d'au moins trois années avant d'obtenir la certification. Le café biologique produit au Rwanda doit se conformer avec la norme est-africaine des produits biologiques, développée conjointement avec l'Office Rwandais de Normalisation.

En plus de ces certifications, il y a un autre programme appelé 'tasse d'excellence' initié par l'USAID et qui vise à récompenser, à travers une compétition, les producteurs du café de haute qualité. Ce prix consiste en la vente aux enchères sur internet du café des gagnants. Ce concours est maintenant organisé au Rwanda et COOPAC l'a remporté en 2010.

Il est évident que le Rwanda est sur la bonne voie pour remplacer le café de faible qualité (semi-lavé ou café ordinaire) par un café de haute qualité (café de spécialité). Ce fut le premier résultat perceptible des efforts des réformes entrepris dans le secteur du café au Rwanda. Dans ce qui suit, plus de détails sont fournis sur les résultats que ces réformes ont produits.

3.3. Les résultats des réformes du secteur du café rwandais.

Comme dit plus haut, le secteur du café rwandais a subi des transformations importantes depuis le début des années 2000. Avant cette période, ce pays vendait sur le marché international un café semi-lavé de mauvaise qualité et par conséquent les prix payés aux agriculteurs étaient très négligeables. Le gouvernement, en collaboration avec le secteur privé et les donateurs internationaux, a commencé en 1998 à mettre en œuvre certaines réformes comme la modification du cadre réglementaire de la production, la construction des stations de lavage du café, le développement de liens commerciaux entre les producteurs et les acheteurs étrangers, la formation des dirigeants de coopératives et des producteurs de café, etc. (Boudreaux, 2011). Ces réformes ont produit des résultats impressionnants (Gisaro, 2013):

- Entre 2004 et 2008, les prix payés aux agriculteurs avaient doublé, passant de 60 Frw en 2003 à 140-160 Frw /kg en 2008, et plus 220 Frw/kg de cerises en 2013.
- Le pays a fortement augmenté sa capacité de produire le café 'fully washed'. Le nombre de stations est passé de 2 en 2002 à environ 190 en 2010. Il en est résulté une augmentation de la proportion de café 'fully washed' de 1% à 20% entre 2001 et 2010. Le tableau 8 montre combien l'augmentation du nombre de stations de lavage et les prix du café rwandais entre 2006 et 2010 a été impressionnante.

Tableau 8: L'évolution du nombre des stations de lavage du café et du prix du café rwandais

Années	Nombre des stations de lavage	Prix du café 'fully washed' (USD/kg)	Prix à la production agricole (USD/kg des cerises)
2006	74	3	0.19
2007	115	3.2	0.2
2008	125	3.4	0.2
2009	146	4	0.21
2010	186	4.5	0.25

Source: FIDA, 2011

- En raison de l'augmentation de la production de café 'fully washed', les exportations de café ont augmenté rapidement à un taux moyen de 30% par an entre 2002 et 2006. Et de 2007 à 2008, les revenus générés pour le pays par le café sont passés de 35 millions de dollars à 47 \$million.
- Ces revenus profitent aux agriculteurs, à leurs familles et leurs communautés de différentes façons: les agriculteurs peuvent améliorer leurs habitations, payer les frais médicaux ou les frais de scolarité, ou mieux assurer la sécurité alimentaire. Et quand les coopératives gagnent un profit, ils sont en mesure d'embaucher des travailleurs, avoir des investissements et soutenir des projets communautaires tels que les écoles modernes (Boudreaux, 2011).

D'importants investissements dans la ressource humaine, le renforcement des capacités, un fort contrôle du processus de production, l'acquisition de certaines certifications permettant d'augmenter la valeur du café sur les marchés internationaux, étaient nécessaires pour passer du café semi-lavé (aussi appelé café ordinaire) au café 'fully washed' (spécialité de café) de grande valeur. Cependant, malgré les efforts du gouvernement rwandais, la production du café 'fully washed' est encore faible par rapport à celle du café semi-lavé. Le tableau 9 montre par exemple que, en mars 2012, seulement 27,2% de la production totale de café rwandais était fully washed contre 62,8% pour le café ordinaire.

Tableau 9: Production, exportations et revenus du café du Rwanda

Type de café	Production (kg)	Export (kg)	Revenus (USD)
Fully washed	133200	38400	182400
Semi-lavé	307200	211200	811200
Broken coffee	29200	29320	27099
Robusta	19200	19200	36480
Total	488920	298120	1057179

Source: NAEB, 2012

En outre, seulement une petite proportion des producteurs est membre des coopératives. Selon un recensement de l'OCIR café (2009), sur les 390 000 producteurs de café dans le pays, seulement 20% appartiennent à une coopérative / association des caféiculteurs, ce qui signifie que 80% n'y appartiennent pas. A l'exception du district de Gakenke où 54% de producteurs sont affiliés à une coopérative, les grands producteurs ont des taux très faibles d'association. C'est le cas du district de Rutsiro avec seulement 29% des producteurs de café qui sont membres d'une coopérative.

Il est également important de souligner que malgré les efforts déployés par le gouvernement rwandais, la production de café est encore faible par rapport à d'autres pays de la région. Par exemple, en 2009, l'Ethiopie a produit 4,5 millions de sacs, l'Ouganda a produit 3 millions de sacs, 667 000 sacs pour la Tanzanie, 750 000 sacs pour le Kenya, 425 000 sacs pour la République démocratique du Congo,

250 000 sacs pour le Rwanda et 160 000 sacs pour le Burundi (FIDA 2011).

Pour une bonne compréhension de la dynamique et de l'impact des réformes engagées au début des années quatre-vingt-dix dans le secteur du café rwandais, deux études de cas sont présentées ci-dessous: KOPAKAMA et COOPAC.

3.4. La “Koperative y’Abahinzi ba Kawa ba Mabanza” (KOPAKAMA)

La KOPAKAMA (coopérative des caféiculteurs de Mabanza) a été fondée en 1999 par les producteurs de café de Mabanza dans le district de Rutsiro, province de l'Ouest. Cette coopérative a obtenu la personnalité juridique en 2006 et emploie actuellement sept personnes. En 2012, elle avait 610 membres, dont 253 femmes et 357 hommes. Elle couvre cinq zones différentes: 138 membres dans Mageragere, 126 membres dans Sure, 116 membres dans Gitwa, 117 membres dans Bumba et 113 membres dans Cyarusera.

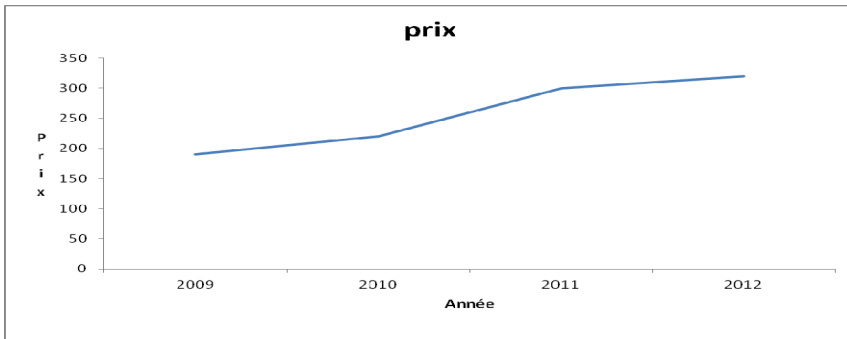
En raison de la forte augmentation de la demande de café en 2006, KOPAKAMA avec IAKB⁷, (une coopérative avec laquelle elle a été en coopération pendant un certain temps) ont décidé de fonder, avec 4 autres coopératives, une plate-forme commerciale commune appelée Misozi Union. Misozi est devenu en 2007 une société commerciale dénommée «Misozi café Company Limited» (McCo Ltd) qui réunit plus de 7000 agriculteurs. Les six coopératives fondatrices de la McCo sont: Kopakama (ouest), IAKB (Est), Kopakabi (Nord), Abakunda Kawa - ABK (Nord), Abakangukiye Kawa - AKG (Nord) et Muyumbu - MCAC (Est). En 2007, deux autres coopératives ont rejoint McCo: Kopakaki Dutegure et Twisungane. En conséquence, chaque coopérative détient le 1/8 de la McCo (CTB, 2010).

KOPAKAMA a contribué à résoudre certains problèmes que les producteurs rencontraient dans leurs activités de café. Parmi ces problèmes, Gisaro (2013) donne les exemples de méthodes agricoles pauvres comme la polyculture, l'absence d'une station de lavage, la mauvaise qualité du café et le manque de stockage approprié. Pour

⁷ Société Coopérative des planteurs de café

surmonter ces difficultés et grâce à un prêt bancaire, le KOPAKAMA a construit une station de lavage de café à Mushubati. Cette station a permis à la coopérative de produire un café de qualité (café « fully washed ») et d’atteindre des résultats très intéressants. Grâce à la station de lavage et à l'amélioration de la qualité du café, les revenus des coopératives ont rapidement augmenté. Par exemple, en 2012, les revenus générés par le café ont été estimés à 26.420.000 Frw contre 19.4 millions Frw en 2009, soit une augmentation de 36 % en seulement 4 ans. Cette importante augmentation du chiffre d'affaires était due à des prix équitables versés aux membres qui ont constamment augmenté au cours de ces 4 années. Alors qu’en 2009, le prix de 1 kg des cerises était de 200Frw, il a augmenté jusqu'à 230Frw /kg en 2010, 300Frw en 2011 et 320 Frw en 2012. La figure ci-dessous montre la tendance à la hausse des prix des cerises à partir de 2009 jusque 2012.

Figure 2: L'évolution des prix du café de 2009 à 2012 au Rwanda



Source: Gisaro, 2013

Les cultivateurs de café, membres de KOPAKAMA, ont certains avantages que les non- membres n'ont pas. Par exemple, en 2012, après avoir vendu le café vert, les agriculteurs avaient obtenu de KOPAKAMA un bonus de 23Frw/kg. Kopakama aide les membres à obtenir des semences, des engrais, des pesticides et de l'assistance technique à des prix bon marché tandis que les non-membres paient tous ces produits aux prix du marché. En outre, les non-membres produisent manuellement leur café parche. Il n'est donc pas surprenant que leur produit soit de mauvaise qualité par rapport à celui des membres de la coopérative et cela influe sur le prix que les

non-membres obtiennent pour leur produit, seulement 900 Frw/kg contre 1500 pour les membres. Il est également important de noter que la coopérative permet à ses membres d'accéder à des prêts bancaires qui leur permettent, par exemple, d'augmenter la production du café. Ceci est un avantage qu'un non-membre n'a pas (Gisaro, 2013).

3.5. La COOPAC Gisenyi

La *Coopérative pour la Promotion des Activités du Café* (COOPAC), est l'une des coopératives les plus importantes du Rwanda. Cette coopérative, créée en 2001 par Emmanuel Rwakagara Nzungize, est établie dans les districts de Rubavu et de Rustiro, dans la province de l'Ouest où le sol est volcanique et très riche. La COOPAC bénéficie également des conditions de croissance très favorables pour le café: altitudes élevées et fortes pluies.

La qualité du café dépend de l'opération de broyage à sec. Si cette opération n'est pas effectuée dans des machines appropriées, la qualité du café est détériorée. En 2011, le Rwanda avait au total une capacité de broyage à sec installée de seulement 38000t de café vert et COOPAC avait la septième plus grande capacité comme il est indiqué dans le Tableau 10. Cela fait de la COOPAC une des plus importantes coopératives rwandaises exportatrices du café de spécialité.

Tableau 10: Capacité de broyage à sec du café au Rwanda

Broyage à sec	Capacité (t de café vert)
RTC	10,000
RWACOF	8,000
CBC	8,000
AGROCOFFEE	3,000
CAFERWA	3,000
KCC	3,000
COOPAC	1,000
SOPECAF	1,000
ENAS	1,000
Total	38,000

Source: FIDA (2011)

Avec seulement 110 membres à sa création, la COOPAC compte aujourd'hui plus de 10 000 membres⁸, répartis dans six coopératives primaires à savoir KODUKAKI (à Kigeyo) KOTWIBAKABO (à Boneza) COOPCAMU (à Mushonyi) KOZAMUKANYA (à Nyamyumba), COOPROCICAM (à Musasa) et COOPROCAKI (à Kivumu). Pour devenir membre de la COOPAC, un agriculteur est tenu d'acheter deux parts de la coopérative. Pour Emmanuel, ceci développe et renforce l'appropriation, la transparence, la qualité et l'efficacité⁹.

La première station de lavage dans les districts de Gisenyi et de Rutsiro a été construite par la COOPAC. La station a été construite à Nyamwenda en 2003. Pour le moment, la COOPAC dispose de 7 stations de lavage du café à Rutsiro et prévoit d'atteindre 10 stations dans un futur proche.

Pour Emmanuel, le succès dans le secteur du café dépend de deux principaux facteurs interdépendants: la qualité et les certifications. L'amélioration de la qualité du café a permis à la COOPAC d'obtenir trois certifications majeures: commerce équitable, biologique et Rainforest Alliance.

Grâce à la certification 'commerce équitable' que la COOPAC a obtenu en 2003, la très bonne qualité de sa production de café a permis à la coopérative d'augmenter sensiblement son chiffre d'affaires. Estimée à seulement 120.000 USD au début des années 2000, les revenus annuels de la COOPAC sont actuellement estimés à plus de USD 7.000.000¹⁰. L'augmentation du chiffre d'affaires de la COOPAC a permis d'améliorer les conditions sociales et économiques de ses membres. Par exemple, les membres sont régulièrement formés sur différents sujets tels que la production du café et la protection de l'environnement, l'organisation et la gestion de la coopérative, la préservation de la qualité du café, le genre et le partenariat entre hommes et femmes, la gestion administrative et financière

⁸ Interview avec Emmanuel, Gisenyi, le 21 novembre 2013

⁹ Idem

¹⁰ Idem

(<http://www.fairtradelabel.org.za/Pagesetter/viewpub/tid/5/pid/9>, consultée le 21 Novembre 2013).

En outre, la COOPAC a construit deux écoles primaires à Maziba et à Busoroa et doté les écoles des fournitures nécessaires (ce qui a augmenté le taux de scolarisation dans ces milieux); elle a construit des centres de santé, parrainé la réhabilitation des infrastructures comme les ponts et les routes essentielles pour le transport du café, elle a organisé des programmes pour les jeunes et les femmes, elle a distribué des vaches aux membres, etc. Le 21 novembre 2013, une équipe de Pole Institute a assisté à une cérémonie de distribution des vaches dans le district de Rutsiro (voire photos ci bas). Cela faisait parti des activités du commerce équitable de la coopérative. Les vaches données aux agriculteurs permettront également la production du fumier qui, à son tour, servira comme engrais organique nécessaire pour produire un café biologique. La distribution des vaches aux agriculteurs est une garantie pour un approvisionnement continu d'engrais organique dans l'avenir.



Cérémonie de distribution des vaches à Rutsiro (Rwanda), photo Pole Institute

D'une manière générale, grâce à l'augmentation des revenus des agriculteurs et le commerce équitable, la COOPAC a contribué à l'amélioration des conditions de vie de ses membres en termes de la santé, de l'éducation et de la vie sociale. Le cas de Monsieur Jérémie Nsengiyera rencontré dans le district de Rustiro, et membre de COOPAC depuis sa création, est intéressant. Il est un producteur de café du district de Rustiro, secteur de Kivumu dans la cellule de Ngazo.

Monsieur Jérémie possède environ 2480 caféiers alors qu'en moyenne, dans cette région, un agriculteur ne dispose que de 300 caféiers qui sont insuffisants pour rentabiliser la culture du café. Trois catégories des producteurs du café coexistent dans le district de Rutsiro:

- Catégorie A: 50% des producteurs ont entre 150 et 500 caféiers;
- Catégorie B: 40% des producteurs ont entre 500 et 1000 caféiers;
- Catégorie C: seulement 10% des producteurs ont plus de 1000 caféiers.

Pour les trois dernières années, sa production des cerises a été estimée à 10 tonnes en 2011, 7 tonnes en 2012 et 6 tonnes en 2013. Bien que les prix des cerises fluctuent d'une année à une autre, il reconnaît que, grâce à la COOPAC, il est en mesure d'obtenir des bons prix pour ses productions. En 2011, il a vendu 1 kg de cerise pour 350Frw/kg, 240Frw/kg en 2012 et 190Frw/kg en 2013.

Après calcul, nous avons constaté qu'en moyenne, pour la période 2011-2013, les revenus annuels générés par Monsieur Jérémie par la culture du café étaient de 1.976.000Frw, c'est-à-dire environ 165.000 Frw par mois. Bien que ce montant semble négligeable, il représente toutefois un moyen de survie important en considérant le contexte économique du Rwanda. Par rapport au salaire de certains agents de l'Etat au Rwanda, ce revenu est par exemple plus élevé que les salaires mensuels des enseignants du primaire et du secondaire et d'un agent de police. En fait, en 2011, le salaire moyen d'un enseignant de l'école primaire au Rwanda était estimé à 39.500Frw et 88.638Frw pour un enseignant de l'école secondaire. Pour un simple soldat et un officier de la police, leur salaire était estimé en 2011 à 28.000Frw. Il est donc évident que la culture du café est devenue une activité lucrative attrayante dans le pays.

Parmi les autres avantages qu'il a obtenus dans la COOPAC, Monsieur Jérémie insiste sur la prime et des formations (sur la culture du café bio par exemple) que les agriculteurs reçoivent régulièrement de la coopérative. Pour la campagne café 2013, la prime a été estimée à 20

Frw par kg. Il a déjà reçu de la COOPAC une vache et une récompense de 300.000 Frw. En outre, les revenus générés par le café a permis à Monsieur Jérémie d'éduquer facilement ses enfants, payer l'assurance médicale pour les membres de sa famille et rénover sa maison.

4. Le café comme élément de la cohésion sociale dans la région des Grands Lacs

Il est bien établi qu'une part importante de la production du café dans la province du Nord-Kivu, en particulier pour les territoires au bord du lac Kivu, est exportée, principalement de manière informelle, au Rwanda, en particulier dans sa province occidentale. Les entretiens avec des agriculteurs dans le district de Rutsiro confirment que les producteurs de café congolais des territoires d'Idjwi, Kalehe, etc., attirés par des meilleurs prix au Rwanda, préfèrent frauduleusement aller vendre leur café dans ce district rwandais, en passant par le lac Kivu. Cependant, cette activité n'est exempte de tout risque. Nos répondants affirment que beaucoup de gens ont perdu leur vie dans ce lac. Les statistiques disponibles estiment à environ 1000 personnes qui meurent chaque année dans le lac dans leur tentative de contrebande du café vers la province occidentale du Rwanda (<https://www.gov.uk/government/news/gourmet-coffee-from-dr-congo-to-hit-uk-shelves>, visité le 14 Novembre 2013).

Cependant, comme nous l'avons montré ci-haut, la province de l'Ouest est le plus grand producteur des caféiers au Rwanda. Seuls 6 districts représentent environ 45% du nombre total des caféiers au Rwanda: Nyamasheke (8.379.115), de la Rusizi (6.121.002), Gakenke (5.166.853), Kamonyi (4.292.794), Ngoma (4.292.396) et Rutsiro (4.115.004). Trois de ces 6 districts appartiennent à la province de l'Ouest: Nyamasheke, Rusizi et Rutsiro (Ocir café, 2009). En termes de nombre de plantations, Rutsiro, avec 39.573 plantations (10% des plantations au niveau national), occupe la deuxième place au niveau national, juste après Nyamasheke avec 47.612 plantations (12,1% des plantations au niveau national).

Bien que le district de Rustiro ne soit que le septième plus grand producteur (le premier étant Nyamaseke) au niveau national en termes de caféiers, les données disponibles sur les cerises et les parches montrent que Rustiro est de loin le premier producteur de ces produits suivi de Nyamaseke (voir tableau 11). Par exemple, en 2008, Rustiro avait produit 11.628.171 kg des cerises et 2.325.634kg

des parches (23% de la production nationale) contre 7.549.387 kg des cerises et 1.509.877 kg des parches pour Nyamaseke (15% de la production nationale) (Ocir café, 2009).

Tableau 11: Production des cerises et du café parche par district

Province	District	Cerises	Parches
Est	Bugesera	344603	68921
	Gatsibo	2232242	446448
	Kayonza	465233	93047
	Kirehe	675818	135164
	Ngoma	3125957	625191
	Nyagatare	125176	25035
	Rwamagana	1825459	365092
	Total	8794488	1758898
	Burera	2409	482
	Gakenke	4567179	913436
	Gicumbi	297304	59461
	Musanze	11023	2205
	Rulindo	404167	80833
	Total	5282081	1056416
Ouest	Karongi	1028234	205647
	Ngororero	171438	34288
	Nyabihu	345	69
	Nyamasheke	7549387	1509877
	Rubavu	891395	178279
	Rusizi	4094667	818933
	Rutsiro	11628171	2325634
	Total	25363636	5072727
Sud	Gisagara	572116	114423
	Huye	2011067	402213
	Kamonyi	4886311	977262
	Muhanga	424880	84976
	Nyamagabe	1741284	348257
	Nyanza	370614	74123
	Nyaruguru	429679	84136
	Ruhango	493229	98646
	Total	10920179	2184036
Kigali	Gasabo	212038	42408
	Kicukiro	7575	1515
	Nyarugenge	35701	7140
	Total	255314	51063
Total	50615699	10123140	

Source : Ocir café (2009)

Cette production importante du café dans Rutsiro alors qu'il n'est pas le plus grand producteur de caféiers peut s'expliquer soit par une productivité élevée de ses plantations ou par la présence dans ce district du café importé de la RDC. Toutefois, étant donné que la productivité dans les plantations rwandaises est presque similaire à l'échelle nationale (le rendement moyen étant de 2-3 kg de cerises par caféier), de nombreux experts attribuent cette situation au café importé frauduleusement de la RDC, en particulier dans les territoires d'Idjwi et de Kalehe dans la province du Sud Kivu.

Une enquête de la Banque Nationale du Rwanda a montré que le commerce informel transfrontalier avec la RDC représente 63% des transactions totales, et 80% des exportations totales. Le café est le principal produit importé informellement de la RDC par le Rwanda et le volume des importations est estimé en moyenne à 2.944.600 kg équivalent à 1,9 milliard de Frw et représentant 15,7% des importations totales informelles du Rwanda (http://www.newtimes.co.rw/news/views/article_print.php?14398&a=4700&week=37&icon=Print, consultée le 18 Novembre 2013).

L'exportation frauduleuse du café congolais vers le Rwanda oblige les agriculteurs des deux pays d'interagir en permanence. Selon un de nos enquêtés¹¹, cette interaction permanente a créé une sorte de cohésion sociale entre les deux parties étant donné que travailler ensemble crée un partenariat entre les personnes et renforce les liens sociaux. Une illustration de ce capital social transfrontalier et les liens sociaux que le commerce du café a permis de créer est celle des commerçants rwandais qui pré-financent la campagne du café en RDC. Notre enquête a révélé qu'un nombre important des commerçants au Rwanda ont établi des relations solides et de confiance avec leurs partenaires congolais. Comme les intermédiaires ou les producteurs congolais n'ont souvent pas suffisamment d'argent pour acheter du café et l'exporter au Rwanda, leurs partenaires rwandais leur versent une avance et reçoivent le café quelque temps après. Ce système ne peut pas fonctionner sans un certain niveau élevé de confiance entre partenaires. Un entretien

¹¹ Interview avec un membre de la COOPAC, Gisenyi le 19 Novembre 2013

avec un commerçant de café rwandais¹², qui a été impliqué dans l'importation frauduleuse du café congolais pendant une longue période, a révélé que ce système est très répandu et très souvent le congolais respecte le contrat et délivre la marchandise comme promis. Le système est basé sur la confiance et la réputation des courtiers congolais ou des producteurs de café. Un Congolais ne peut pas escroquer son homologue rwandais parce qu'il sait que ce type de comportement peut ternir sa réputation dans ce commerce (dans l'ensemble de la communauté des importateurs rwandais du café) et il peut devenir impossible pour lui d'obtenir un nouveau contrat au Rwanda. Un comportement malhonnête peut donc mettre fin à sa carrière dans ce secteur. Les cas de conflits entre les deux communautés impliquées dans le café sont rares. Toutefois, en cas de conflit, ils essaient de trouver un arrangement à l'amiable.

Le système décrit ci-dessus montre que lorsque les gens sont engagés dans des échanges transfrontaliers réguliers, la confiance et les liens sociaux sont créés. C'est un signe de confiance dans un contexte où plusieurs années de guerres dans la région ont fortement endommagé les relations entre Congolais et Rwandais. Bien que cette situation soit surprenante dans un contexte des tensions politiques permanentes, il montre cependant que les micro-initiatives transfrontalières peuvent contribuer à rétablir la confiance mutuelle et renforcer la cohésion sociale entre les populations locales vivant à la frontière.

De l'analyse qui précède, on peut conclure que la coopération transfrontalière qui vise à atteindre un objectif commun (dans ce cas l'accès aux marchés pour le café), peut contribuer à établir la confiance, établir des interdépendances à travers les frontières qui fournissent des incitations à la coopération. Dans ce cas, le coût de la guerre devient très élevé.

En conséquence, la coopération économique régionale peut favoriser l'interdépendance mutuelle. Au cas où les parties congolaises et rwandaises peuvent bénéficier du commerce du café et d'autres types de produits, une guerre peut être très coûteuse pour eux et

¹² Intereview conduit à Gisenyi le 19 Novembre 2013

chaque côté de la frontière aura intérêt à la stabilité régionale. Des entretiens que nous avons eus avec les caféiculteurs rwandais et congolais, les commerçants et les dirigeants des coopératives, il ressort que que des contacts réguliers entre les deux communautés frontalières à travers le commerce peut être un outil puissant pour reconstruire la confiance entre elles, casser les stéréotypes dégradants, créer des interdépendances fortes, et par conséquent fournir des incitations à la coopération et à la paix. Beaucoup de petits agriculteurs ont fait valoir que le contact entre les peuples peut contribuer à surmonter les stéréotypes créés par des années de guerre dans cette région¹³. La coopération fructueuse entre COOPAC et SOPACDI est un témoignage que pour les milieux d'affaires, les opportunités l'emportent sur l'animosité et les stéréotypes.

La coopération entre la COOPAC Rwanda et la SOPACDI RD Congo décrite plus haut nous amène à croire fermement que la coopération transfrontalière peut produire des avantages importants. Certains de ces avantages peuvent être, par exemple, la restauration des moyens de subsistance de la population (c'est le cas des agriculteurs de Kalehe, membres de la coopérative SOPACDI , qui ont vu leurs conditions de vie améliorées grâce à la coopération entre leur coopérative et la COOPAC rwandaise), créer des emplois pour les jeunes qui, autrement, peuvent facilement être mobilisés par des groupes armés.

L'exemple du café montre que la coopération transfrontalière peut être un outil qui contribue à la création d'une poche de la stabilité. Il peut donc être intéressant de savoir si ce type de coopération transfrontalière existe pour d'autres produits.

Le succès rwandais en termes de culture et des exportations du café est reconnu par de nombreuses recherches. La question est de savoir comment, grâce à la coopération transfrontalière, ce succès peut bénéficier aux producteurs de café congolais opérant le long du lac Kivu.

¹³ Interviews avec les caféiculteurs de Rustiro en date du 21 Novembre 2013

Pendant de nombreuses années, les producteurs du café de l'Est de la RDC produisent un café de mauvaise qualité et ils sont pris dans ce que Boudreaux (2011) appelle "low-quality, low-quantity trap.". Ce piège consiste au fait que parce que leur café est de mauvaise qualité, ils le vendent à bas prix. Les prix bas signifient que les producteurs n'ont pas les revenus suffisants pour investir et améliorer la qualité de leur café qui peut être vendu à des prix élevés. La question est maintenant de savoir comment ce piège peut être rompu.

Le moyen efficace de briser ce piège est pour le gouvernement congolais, les donateurs internationaux et les dirigeants des coopératives de travailler ensemble et d'encourager le passage du café semi-lavé (ordinaire) au café 'fully washed' en respectant les normes du marché international, c'est-à-dire que les producteurs doivent obtenir les différentes certifications (commerce équitable, Rainforest Alliance et certificat bio) qui permettent la vente de café à des prix plus élevés. Par conséquent, les stratégies mises en œuvre dans le secteur du café de la province de l'Ouest du Rwanda peuvent être bénéfiques pour les caféiculteurs congolais. En fait, les stratégies comme la réduction des fluctuations des prix, encourager les agriculteurs à se regrouper dans des coopératives, soutenir la construction des stations de lavage du café, augmenter le contrôle de la qualité depuis le champ jusqu'aux stations de lavage, et mettre en contact les producteurs et les acheteurs internationaux, devraient être adoptées dans le secteur du café par les agriculteurs congolais. Ce n'est qu'en procédant de la sorte que le piège peut être rompu et que le café peut devenir rentable pour les populations locales.

Ce qui peut être tiré de l'expérience rwandaise est que la seule façon pour les caféiculteurs congolais de tirer profit de leur activité est de produire et d'exporter le café de spécialité (café fully washed). Comme indiqué ci-dessus, la production de ce type de café nécessite une haute altitude (plus de 1000°) et l'adoption des pratiques de culture et de récolte modernes. Étant donné que le café produit à l'Est de la RDC, au bord du lac Kivu, pousse dans les mêmes conditions que le café de l'Ouest du Rwanda, l'objectif de produire un café de spécialité peut facilement et rapidement être atteint si les

pratiques évoquées ci-dessus sont respectées. En fait, en seulement 4 à 5 ans, le café rwandais est passé d'un café de mauvaise qualité à un café reconnu de qualité supérieure.

La question est de savoir si les compétences et les connaissances acquises par les producteurs rwandais peuvent être transférées à leurs homologues congolais. Une façon d'y arriver est pour les ONG et les autorités locales de faciliter et encourager les interactions transfrontalières et la coopération entre les producteurs du café et les dirigeants des coopératives. L'expérience des producteurs rwandais du café peut donc servir d'exemple pour leurs homologues congolais et cela peut être un bon exemple de coopération transfrontalière profitable et qui peut facilement être étendue à d'autres domaines.

5. Conclusion

La culture du café, au bord du lac Kivu, avait marqué et marque encore l'histoire des peuples et continue à être une culture sur laquelle ils fondent leur espoir pour améliorer leurs conditions de vie malgré les différents obstacles auxquels se heurte le secteur. Elle est aussi une culture qui possède d'énormes potentialités dans la stabilisation des villages et de la région.

Pendant que la culture du café de spécialité est maintenant installée au Rwanda, elle est cependant une nouvelle expérience au bord du lac Kivu en RDC qui amène une bouffée d'espoir pour les caféiculteurs. Ces derniers sont, désormais, appelés à produire un café de qualité et compétitif sur le marché mondial pour le vendre à un bon prix et générer des ressources dans l'économie des ménages. Pour y arriver, l'implication de l'Etat, le travail assidu des caféiculteurs réunis dans des coopératives et l'accompagnement des différents partenaires, restent des impératifs.

Ce rapport a montré que la renaissance du café au bord du lac Kivu en RDC peut contribuer à la stabilisation de la région et réduire la participation des jeunes dans les conflits.

Les résultats de cette étude permettent de faire de commentaires suivants :

- *Le développement du secteur café et la stabilité sous-régionale*

L'expérience de la coopération entre les deux coopératives riveraines du lac Kivu, COOPAC et SOPACDI, montre que la culture du café pourrait jouer un rôle important dans la stabilisation régionale. Les activités de production du café offrent beaucoup d'opportunités pour la consolidation de la paix, elles permettent de:

- subvenir aux besoins primaires de plusieurs ménages et d'élever l'économie familiale

- tisser des liens de bon voisinage en diminuant le chômage et limitant le banditisme, l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés
- pouvoir acquérir des propriétés pour certaines personnes, ce qui diminue les conflits familiaux liés à l'héritage
- collaborer avec d'autres cultivateurs et producteurs
- faire des échanges fructueux
- créer des nouvelles connaissances et amitiés entre producteurs qui partagent le même marché.

En ce qui concerne les liens transfrontaliers avec les pays voisins, seule la SOPACDI est en avance car elle a un partenariat avec la coopérative rwandaise COOPAC. Les responsables des autres coopératives (Muungano et Amka mlimaji wa kahawa) ont affirmé avoir déjà fait des visites au Burundi pour apprendre de l'expérience burundaise mais ils n'ont pas encore commencé des échanges de technologies avec les autres coopératives de la sous-région.

- *Implication des jeunes et des femmes dans le travail du café*

Comme partout à l'Est de la RDC, le bord du lac Kivu, où se trouvent les coopératives des petits planteurs du café, est une zone en conflits où la jeunesse est exposée aux sollicitations des groupes armés et les femmes exposées aux différentes formes des violences¹⁴. Les jeunes se retrouvent dans la culture du café comme une activité familiale de survie ou comme héritiers des plantations à titre successoral. D'autres sont engagés dans les stations de lavage de café comme machinistes, trieuses, porteurs, etc. Certains ex-combattants sont dans cette seconde catégorie. Pour contribuer à leur réinsertion dans la vie civile, la SOPACDI a donné de l'emploi à 24 jeunes démobilisés ayant leurs certificats de démobilisation et qui habitent des villages voisins de l'endroit où se trouve la station de lavage (Kitembo, Muchibwe, Vahe, etc.). Bien que cet emploi n'arrive pas à couvrir

¹⁴ Il faut toutefois reconnaître que le bord du lac bénéficie aussi des moments d'accalmie comme les grandes villes de l'Est de la RDC. Ce qui est un avantage pour les populations car elles peuvent vaquer à leurs occupations.

tous les besoins de ces jeunes et surtout qu'après la fermeture de la campagne au mois d'octobre ils devront se retrouver sans occupation, cette initiative reste à encourager et à renforcer par la création des activités additionnelles génératrices des revenus pour les caféiculteurs et pour ceux qui travaillent dans les unités de production et de transformation.

Quant aux femmes, la SOPACDI a trouvé une stratégie pour valoriser leur travail d'autant plus que leurs efforts dans la production du café étaient négligés et passés sous silence. En accord avec leurs époux, elles obtiennent des lopins de terre et adhèrent ensuite à la SOPACDI. Elles s'approprient alors le travail du café et leurs productions sont récompensées par une prime sur le 'café des femmes'. A part le fait que cette stratégie aide à valoriser les femmes, elle les prépare aussi à bien mener les travaux du café en cas d'absence ou de décès de leurs époux¹⁵.

- *Elargissement de l'expérience des coopératives produisant le café de spécialité à d'autres zones de l'Est de la RDC.*

Les coopératives au bord du lac Kivu rassemblent des caféiculteurs des différentes ethnies autour des objectifs communs dans le travail du café: développer le savoir-faire pour produire le café de spécialité, accéder au marché international, améliorer leurs conditions de vie, subvenir aux besoins primaires, réduire la pauvreté, etc. L'expérience de la SOPACDI- ainsi que celle de Muungano et Amka - mérite d'être étendue à d'autres zones de la province du Nord et Sud Kivu où la méfiance et les tensions interethniques divisent les gens. Les caractéristiques du sol et du climat du Kivu qui sont favorables à la production du café de spécialité et le prestige que le café du Kivu est en train de prendre sur le marché international grâce aux travaux des coopératives et de leurs partenaires occidentaux à travers le commerce équitable, sont des opportunités pour que la culture du café soit un outil de stabilisation, de la pacification et de relèvement

¹⁵ Entretien avec Monsieur Joachim, Minova le 6 juin 2013. Environ 26% des producteurs de café dans SOPACDI sont des femmes, beaucoup d'entre elles sont veuves, leurs maris s'étant noyés en passant du café en contrebande vers le Rwanda (<http://sopacdifr.com/notre-vision-et-nosprojets/cafe-des-femmes/>, consulté le 22 juillet 2013)

communautaire. Pour Monsieur Joachim, la SOPACDI n'est pas en mesure, pour le moment, d'élargir ses travaux à d'autres villages situés loin du lac Kivu faute des infrastructures routières et de la capacité limitée de traitement du café dans sa station de lavage. Il pense que l'installation des mini-stations – projet à long terme – pourrait répondre à ce besoin. Il confirme alors le besoin d'élargir l'expérience en créant des mini-stations dans des villages pour les transformer par la suite en coopératives. Ainsi pourra-t-on voir naître dans d'autres villages touchés par les conflits – par exemple dans le Masisi, dans le Rutshuru, dans le Kabare, etc. – des coopératives qui regroupent différentes ethnies qui dépassent leurs différences dans la production du café de spécialité et la conquête du marché international. Dans l'élargissement de l'expérience, la SOPACDI peut jouer le rôle d'ouvrir la porte du café de spécialité à d'autres coopératives de l'Est de la RDC comme la COOPAC l'avait fait pour elle.

Cette production du café de qualité exige la collaboration avec les voisins non seulement au niveau local mais aussi au niveau international. "Le café unit l'Afrique comme il unit le monde"¹⁶ pense Joachim, le responsable de la SOPACDI. C'est ainsi que les coopératives SOPACDI et Muungano sont aujourd'hui membres d'un réseau de 12 coopératives africaines des petits planteurs avec Twin/UK nommé "Joint Marketing Initiative" pour la recherche du marché. Ainsi participent-elles aux échanges au sein de cette structure, ce qui prouve que la culture du café peut unir les peuples des différents pays.

- *Orientations et perspectives*

Pour faire avancer le secteur du café, les participants aux enquêtes ont dégagé quelques orientations pour une amélioration du fonctionnement du secteur caféier tel que:

- la multiplication des mini-stations et stations de lavage là où c'est approprié.

¹⁶ Entretien avec Monsieur Joachim, Minova, le 12 juillet 2013

- la création d'un laboratoire moderne pour aider les producteurs à améliorer le savoir-faire dans la culture de café de spécialité.
- mettre en place un système d'information aux producteurs pour accéder aux informations significatives du secteur café.
- former les producteurs à l'organisation et à la mobilisation.
- l'implication de l'Etat dans l'encadrement des producteurs (formation, distribution des intrants agricoles et outils aratoires, accompagnement des agronomes, etc.), en vulgarisant le code agricole et en octroyant des crédits agricoles.
- la cessation des tracasseries administratives et les taxes illicites en créant un guichet unique
- l'implication de l'Etat dans la négociation, la fixation du prix du café et information régulière des producteurs.
- la sensibilisation des populations locales sur les vertus du café pour encourager la consommation locale
- l'intégration de tous les membres dans la gestion des coopératives pour que celles-ci n'apparaissent pas comme des entreprises privées.
- le partage transparent de la prime et l'exécution des projets de développement visibles, par les coopératives.
- la réalisation par les coopératives de leurs promesses aux cultivateurs : un bon prix et un relèvement de la vie des caféiculteurs
- faire le plaidoyer pour que les caféiculteurs du bord du lac Kivu vendent leur café à un meilleur prix.
- instaurer- en collaboration avec l'Etat, les coopératives et les partenaires - un système d'information sur la mercuriale pour les caféiculteurs.
- multiplier les voyages transfrontaliers d'échange et de partage d'expérience et de savoir-faire (amélioration de la qualité de la production, le traitement, le stockage et la recherche du marché international).

De ces orientations, quelques pistes de travail peuvent être retenues:

- Aider à la multiplication des mini-stations et stations de lavage permettant la production du café de spécialité
- Faire un plaidoyer sur la réduction des taxes et tracasseries administratives qui paralysent le secteur du café
- Faire un plaidoyer pour le développement technologique en faveur des coopératives (installation des laboratoires de contrôle de qualité pour les coopératives, création d'un système d'information et formation des caféiculteurs, etc.)
- Faire un plaidoyer pour l'expansion et l'appropriation de la culture du café de spécialité de coopératives du bord du lac à d'autres zones du Kivu.

De ce qui précède, nous pouvons conclure que la culture du café peut être source de coopération et d'échanges transfrontaliers. L'exemple de COOPAC au Rwanda et SOPACDI au Congo en est un bon exemple. Cependant, il est important de souligner que cette coopération, bien qu'importante, est encore embryonnaire et implique seulement les dirigeants des coopératives. Notre recherche a démontré que la coopération transfrontalière entre petits producteurs de café est négligeable. Etant donné que les petits producteurs rwandais et congolais de café appartiennent tous à la catégorie de la population qui est la plus affectée par les conflits régionaux, nous estimons que leur coopération devrait être encouragée si on veut que la culture du café puisse contribuer à la stabilisation de la région. Nous pensons qu'une autre recherche devrait être entreprise pour évaluer la capacité de la coopération transfrontalière et les échanges entre petits producteurs de café à réduire la méfiance entre les peuples et par conséquent à contribuer à la stabilisation de la région.

Bien plus, nous devons reconnaître que la culture du café n'est pas la seule activité transfrontalière susceptible de rapprocher les congolais et rwandais. Le petit commerce transfrontalier entre la RDC et le Rwanda, en particulier entre Goma et Gisenyi, est très développée. Beaucoup de produits (agriculteurs et industriels) sont échangés tous les jours entre les deux pays. Ce business offre aux communautés transfrontalières un espace pour se rencontrer, discuter et dépasser, au moins temporairement, leurs divisions et ressentiments. Par conséquent, il offre une opportunité qui peut être exploitée par la

communauté internationale et les organisations régionales dans leurs efforts d'encourager les contacts transfrontaliers.

Par conséquent, les recherches futures sur le commerce transfrontalier sur des produits tels que l'huile de palme, le lait, etc. et sa capacité de rapprocher les peuples et de pacifier la région devraient être encouragées.

Références Bibliographiques

Rapport Annuel sur l'activité de la colonie du Congo belge présenté aux Chambres Législatives au cours de la session 1927 – 1928. *Archives Africaines, Bruxelles.*

World Bank, International Coffee Organisation and Common Fund For Commodities(2000), ICO/CFC Study of marketing and trading policies and systems in selected coffee producing countries, *Country profile, Democratique Republic of the Congo*

NZABANDORA, J., (2003), Histoire de conserver : évolution des relations socio-économiques et ethno-écologie entre les parcs nationaux du Kivu et les populations avoisinantes (RD Congo), *Thèse de doctorat en sciences sociales, Université Libre de Bruxelles,*

Archive de l'Inspection Provinciale de l'Agriculture du Nord-Kivu, Goma, 2013.

Archive de l'Inspection Provinciale de l'Agriculture du Sud-Kivu, Bukavu, 2013.

Boudreaux, K.C. (2011), Economic Liberalization in Rwanda's Coffee Sector: A Better Brew for Success, unpublished

Coopération Technique Belge (2010), Le Commerce Equitable au Rwanda, Bruxelles

Gathani, S. and Stoelinga, D. (2012), Understanding Rwanda's Export Sectors, A Deep-Dive into Rwanda's Merchandise Export Sector, Focusing on Destinations, Products and Firms, *International Growth Center.*

Gisaro, B. (2013), Socio-economic impact of rural farming structure in Rwanda: Case of KOPAKAMA coffee growing cooperative and coffee washing station, Rutsiro District, Western Province. *Rwanda Journal, Series H: Economics and Management Vol. 1 No 1, pp. 32-50*

Gisaro, B., Lebailly, P. and Burny, P., Mbonyinkebe, D. (2013), Role of KOPAKAMA in promoting socio-economic development of coffee farmers, in *Academic Journal*, pp. 1-7

IFAD (2011), Project For Rural Income through Exports, Rwanda, Roma

MINECOFIN (2012), The evolution of poverty in Rwanda from 2000 to 2011: Results from the household surveys (EICV), Kigali.

NAEB (2012), Report January-March 2012, Kigali

OCIR Café (2009), National Coffee Census, Kigali

Webographie:

<https://www.gov.uk/government/news/gourmet-coffee-from-dr-congo-to-hit-uk-shelves>, consultée le 14 Novembre 2013

http://www.newtimes.co.rw/news/views/article_print.php?14398&a=4700&week=37&icon=Print, consultée le 18 Novembre 2013

<http://sopacdifr.com/notre-vision-et-nosprojets/cafes-des-femmes/>, consulté le 22 juillet 2013